

MAIRIE D'ANGERVILLE-LA-MARTEL

RENOVATION ET EXTENSION D'UN BATIMENT EXISTANT

Route de l'Eglise – 76540 ANGERVILLE-LA-MARTEL

REGLEMENT DE CONSULTATION

COMMUN A TOUS LES LOTS

Remise des offres

Date limite de réception : **le Jeudi 31 Juillet 2025**

Heure limite de réception : **12.00 Heures**

MAITRISE D'ŒUVRE :

Architecte – David DUMONT – 2, Ferme de la campagne – 76460 Saint VALERY EN CAUX

Tel : 07/83/88/88/01 – Courriel : david.dumont.architecte@gmail.com

Economiste – BATYLECO INGENIERIE – 8, rue d'Haussez 76680 SAINT SAENS

Tel : 07.82.98.63.65 – Courriel : batyleco@gmail.com

REGLEMENT DE CONSULTATION COMMUN A TOUS LES LOTS

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.	ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1.	Etendue et mode de la consultation	3
2.2.	Décomposition en tranches et en lots.....	3
2.3.	Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	3
2.4.	Solutions de base	3
2.5.	Options	3
2.6.	Variantes techniques	3
2.7.	Mode de règlement.....	4
2.8.	Délai d'exécution.....	4
2.9.	Modifications de détail au dossier de consultation	4
2.10.	Délai de validité des offres.....	4
2.11.	Propriété intellectuelle des projets	4
2.12.	Dispositions relatives aux travaux intéressant la "Défense"	4
2.13.	Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	4
2.14.	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (S.P.S.).....	4
2.15.	Mesures particulières concernant la propreté.....	5
2.16.	Unité monétaire.....	5
3.	PRESENTATION DES OFFRES.....	6
4.	SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	9
4.1.	Sélection des candidatures	9
4.2.	Jugement et classement des offres	9
5.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	10
6.	Visite du site :	11
7.	Négociation :	11
8.	Achèvement de la procédure :.....	11
9.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
10.	Procédures de recours	12

1. ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Les marchés issus de la présente consultation portent sur la réalisation de travaux de :

**Rénovation–Extension d'un bâtiment existant
pour le compte de la commune d'ANGERVILLE-LA-MARTEL**

2. ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Etendue et mode de la consultation

La présente consultation est une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret du 25 mars 2016 et l'ordonnance du 23 juillet 2015

2.2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les travaux sont répartis en huit (8) lots désignés ci-après qui seront traités **en entreprises séparées avec possibilité de répondre à plusieurs lots**

N°	CORPS D'ETAT
LOT 01	Gros oeuvre - Carrelage
LOT 02	Charpente en bois
LOT 03	Couverture en ardoises
LOT 04	Menuiseries extérieures en aluminium
LOT 05	Isolation – Cloisons – Doublage - Menuiseries Intérieures
LOT 06	Peinture
LOT 07	Electricité
LOT 08	Plomberie

2.3. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières.

2.4. Solutions de base

Le dossier de consultation comporte une solution de base. Les candidats devront répondre à la solution de base.

2.5. Options

Seules les options décrites dans les CCTP sont à prendre en compte.

2.6. Variantes techniques

Les variantes techniques ne sont pas autorisées

2.7. Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le maître de l'ouvrage est le virement par mandat administratif.

2.8. Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans le calendrier d'exécution des travaux et ne peut en aucun cas être changé

2.9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard DIX (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **quatre vingt dix (90) jours**. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.11. Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

2.12. Dispositions relatives aux travaux intéressant la "Défense"

Sans objet.

2.13. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2.14. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (S.P.S.)

A - Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

B - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

En conséquence, les entreprises retenues et leurs sous-traitants éventuels seront tenus, après inspection commune, notamment de remettre au coordonnateur S.P.S. un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

2.15.Mesures particulières concernant la propreté

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

Des prescriptions complémentaires sont précisées dans le P.G.C.S.P.S.

2.16.Unité monétaire

Le maître de l'ouvrage choisit comme monnaie l'**EURO**

3. PRESENTATION DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

La remise des offres se fera par voie dématérialisée.

3-1. Contenu de l'offre

Le dossier à remettre par chaque candidat concernant le lot pour lequel il remet une offre comprendra :

A Un dossier de candidature

- La lettre de candidature (modèle DC1)
- La déclaration du candidat (modèle DC2)
- L'état annuel des certificats reçus (modèle NOT12 - ancien DC7)
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société.
- Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, en applications des articles 42,44 et 45 du CMP (décret du 1^{er} août 2006) à savoir :
 - Ne pas avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1 ;
 - Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive, pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ;
 - Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1, et L.125-3 du code du travail ;
 - Ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.625-2 du Code du commerce ;
 - Ne pas être en faillite personnelle au sens de l'article L.625-2 du Code du commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
 - Ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L.620-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement la consultation, souscrit des déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, au sens de l'article 43 du code des marchés publics ou s'être acquitté spontanément de ses impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constituée spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- Etre en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.323-1 et L.323-8-2 ou L.323-8-5 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Si l'entreprise est en règlement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et l'autorisant à poursuivre son activité
- Attestation de conformité à la réglementation concernant le travail clandestin et l'article R-324.4 du Code du Travail
- Les certificats et qualifications professionnelles ou les certificats de capacités délivrés par des hommes de l'art
- Attestation d'assurance civile et décennale en cours de validité
- Liste de références similaires

*L'entrepreneur adjudicataire sera tenu de fournir sous un délai maximum de **dix (10) jours, à compter de la date de réception de la demande faite par le pouvoir adjudicateur**, les attestations fiscales et sociales ou l'état annuel des certificats reçus (NOTI2 ex.DC7) ainsi que l'ensemble des attestations fiscales et sociales listées ci-dessous :

Candidat individuel ou membre du groupement établi en France.

- Dans tous les cas :
 - Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (article D 8222-5-1 °a du code du travail).
 - Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D 8222-5-1 °b du code du travail).
 - Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).
- Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :
 - Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D 8222 -5-1 °b du code du travail).

Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger.

- Dans tous les cas :
 - un document qui mentionne (article D 8222-7-1 °a du code du travail) :
 - en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.
 - Ou
 - pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
 - Un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard (article D 8222-7-1 °b du code du travail) : du règlement CE n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale.
 - Ou
 - une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales et datant de moins de six mois.
 - Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
 - Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par

une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- Dans le cas où son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (article D 8222-7-2° du code du travail) :
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.

Pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.

Dans l'impossibilité de fournir ces attestations l'offre de l'entreprise serait éliminée. **La même demande devra alors formulée auprès du candidat classé en 2^{ème} position.**

B - Un projet de marché comprenant :

- un acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'/des entreprise(s) ; Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :
 1. une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées au 3 de l'article 44 du Code des Marchés Publics ;
 2. une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail.

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder

- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), cahier ci-joint à accepter sans modification.
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), cahier ci-joint à accepter sans modification.
- la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) : cadre ci-joint à compléter sans modification.

Un mémoire relatif à l'organisation de la qualité, au phasage des travaux, aux moyens humains et matériels que l'entreprise propose pour la réalisation des travaux

3-2. Variantes techniques
Sans objet.

4. SELECTION DES CANDIATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4.1. Sélection des candidatures

Les candidatures qui ne présentent pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard de l'objet de la consultation seront éliminées.

4.2. Jugement et classement des offres

Les marchés seront attribués aux opérateurs économiques ayant présenté les offres les plus avantageuses. Celles-ci seront classées en appliquant les critères pondérés ci-après :

Critère 1 : Le prix des prestations (50 points)

Critère 2 : La pertinence du mémoire justificatif présenté par le candidat (50 points)

Pour le critère prix une note de 0 à 10 sera attribuée à chaque offre en fonction du montant de celle-ci. L'offre la moins élevée obtiendra la note 10 et les autres seront classées et notées par ordre décroissant. Cette note sera ensuite pondérée en fonction du coefficient y afférant.

Pour la pertinence du mémoire, la note de 0 à 10 sera décomposée en 3 sous-ensembles (suivant la trame du document) à savoir :

- A) références et qualités des matériaux – **10 points maximum avec un coefficient de 3** Les entreprises des lots techniques (Chauffage/Ventilation – Plomberie – Electricité) devront obligatoirement fournir la liste, les marques, les références et le nombre des différents matériels proposés. Elles devront joindre les fiches techniques de ces matériels.
- B) Proposition de phasage, méthodologie, matériels et moyens humains affectés au chantier : **10 points maximum avec un coefficient de 1.**
- C) dispositions relatives à la protection de l'environnement – **10 points maximum avec un coefficient de 1**

Chaque sous ensemble sera noté de la manière suivante :

- réponse très satisfaisante, note 10
- réponse satisfaisante, note 7.50
- réponse moyennement satisfaisante, note 5.00
- réponse insatisfaisante, note 2.5
- pas de réponse, note 0

Le cumul des notes par sous ensemble sera ensuite pondéré en fonction du coefficient y afférant.

Le classement final s'effectuera par l'addition des notes pondérées qui donnera une note globale.

Les prix détaillés au moyen de sous-détails de prix unitaires ou d'une décomposition du prix global/forfaitaire qui en indiquent les éléments constitutifs. La décomposition du prix global/forfaitaire permet d'apprécier les offres et n'a pas de valeur contractuelle.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global/forfaitaire ou sur l'état des prix forfaitaires, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global/forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

5-1. Transmission par voie électronique

Il sera fait application des dispositions de l'arrêté pris en application de l'article 56 du code des marchés publics, relatifs à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

La transmission des plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <https://marchespublics.adm76.com>.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- ZIP
- PDF
- WORD
- CSV
- XLS
- DWF

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, ils devront tenir compte des indications suivantes :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »,
- renseigner, lors du téléchargement du DCE, le nom du soumissionnaire, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

De plus, il est précisé que :

1. les avis d'appel public à la concurrence en ligne sont consultables librement sans aucune contrainte d'identification. Ces avis ne sont pas officiels, seuls ceux du BOAMP et/ou JOUE font foi en cas de discordances au niveau de leur contenu,
2. les soumissionnaires s'engagent à ne pas contester le présent règlement de la consultation ainsi que les éléments constitutifs du dossier de consultation,
3. le représentant de l'entité adjudicatrice s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne.

La signature électronique **n'est pas exigée** par les candidats. **Néanmoins, dans le cas où cette dernière est utilisée**, elle doit être référencée sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Avertissements :

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En effet, conformément au décret pré-cité, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Remarques :

Lors de la remise de l'offre par voie dématérialisée l'acte d'engagement, les pièces financières, le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières devront comporter le cachet de l'entreprise ainsi que la signature manuscrite de la personne habilitée à le faire.

6. Visite du site : obligatoire

Les candidats devront prendre contact avec la mairie

7. Négociation :

La collectivité précise qu'une négociation pourrait être engagée avec les 3 premiers candidats. Cette négociation portera sur les éléments constitutifs de l'offre et sera conduite par courrier.

Après l'achèvement de la négociation, les offres seront classées suivant les critères définis ci-avant.

8. Achèvement de la procédure :

Dans le cadre des dispositions réglementaires et en application du code des marchés publics, la personne publique informera les candidats de son choix portant sur l'attributaire du marché par écrit.

9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire une demande via la plateforme adm76 pour des questions d'ordre technique et administratif

10. Procédures de recours

Les renseignements relatifs aux procédures de recours sont accessibles auprès du Tribunal Administratif de ROUEN :

53 avenue Gustave Flaubert
BP500
76005 – Rouen cedex 2
Téléphone : 02.32.08.12.70
Télécopie : 02.32.08.12.71